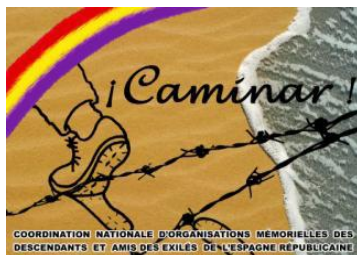


Communiqué de la coordination nationale d'organisations mémorielles des descendants et amis des exilés de l'Espagne républicaine



Toulouse, septembre 2015

Nous déclarons l'état d'urgence solidaire et humanitaire

« Migrants » de 2015 et réfugiés de 1939, quelles leçons de l'Histoire?

Le drame actuel des mal nommés « migrants » que nous préférons appeler « réfugiés » qui se présentent aujourd'hui aux portes de l'Europe résonne en nous, descendants de l'exil républicain espagnol.

A 76 ans de distance le drame humain qui se déroule sous nos yeux a bien des similitudes avec ce qui s'est passé à la fin de la guerre d'Espagne.

Les longues files de réfugiés qui quittent leur pays aujourd'hui, le font pour des raisons évidentes : ils fuient la guerre et la mort, ils fuient aussi l'intégrisme islamiste, l'obscurantisme et la dictature. Ces personnes sont juste des êtres humains qui sur cette terre aspirent comme nous à la liberté, l'égalité et la fraternité.

Les pays qui sont censés les accueillir mais qui tergiversent, portent une responsabilité au regard de cet exode. Responsabilité, car ces pays sont souvent d'ex puissances coloniales comme la France qui poursuivent sous d'autres formes leur présence en Afrique et entendent encore peser sur les destinées de ce continent pour le plus grand profit des bétonneurs et des vendeurs d'armes...

En février 1939 les centaines de milliers de réfugiés espagnols civils et militaires qui traversaient les Pyrénées quittaient l'Espagne vaincue par le fascisme. Franco aidé par Hitler et Mussolini et bénéficiant de la neutralité complice de la France et de l'Angleterre notamment, l'Espagne basculait de l'horreur de la guerre à la terreur de la dictature pour les 36 années qui suivirent.

Aujourd'hui en Espagne les crimes du franquisme jouissent d'une totale impunité. Crimes contre l'Humanité, génocide méthodiquement et implacablement appliqué. Des dizaines de milliers de républicains espagnols ont été assassinés pendant la dictature et gisent encore dans des fosses et des fossés, des dizaines de milliers ont été emprisonnés et torturés, hommes et femmes. Pendant ce temps-là la France et d'autres pays "démocratiques" ont détourné leur regard et fait preuve d'une grande lâcheté, tout comme en 1936 alors qu'il fallait aider la République espagnole prise d'assaut par le fascisme international. Pendant les années de la dictature les Etats-Unis, business is business, ont pu tranquillement installer des bases militaires en Espagne et De Gaulle a même fait le voyage pour rencontrer Franco...

Pourquoi évoquer aujourd'hui ces événements qui remontent à plusieurs décennies? Tout simplement parce que les mêmes causes produisent les mêmes effets même si l'on dit que l'histoire ne se répète pas. Tout simplement parce que la soumission des gouvernements européens et de celui des Etats Unis au monde de la finance produit ce nouveau désastre humanitaire et que par bien des aspects cette soumission nous ramène aux années trente où certains gouvernements semblaient préférer Hitler au Front populaire. Pourquoi évoquer 1939, parce qu'en février de cette année- là la France de la Troisième République créait des camps de concentrations sur les plages françaises puis par la suite des dizaines d'autres sur l'ensemble du territoire.

La France qui dans un premier temps refusait d'ouvrir la frontière aux réfugiés espagnols devait finalement laisser entrer les centaines de milliers de républicains espagnols grâce aux protestations des syndicats et partis de gauche ainsi qu'à l'action efficace du secours populaire français.

Une partie du peuple français s'est levée pour que les républicains espagnols soient accueillis dignement, des mairies ont accepté dans beaucoup de villes et villages de France d'héberger et d'aider ces réfugiés. Pourtant la presse de droite et d'extrême droite titrait alors notamment "les hordes marxistes déferlent sur le Roussillon".

Une certaine France xénophobe faisait entendre sa voix et le gouvernement de centre gauche présidé par le radical Edouard Daladier (ex ministre du Front populaire) cédait aux pressions de cette droite et extrême droite en enfermant les républicains espagnols dans des camps de concentration, comme à Argelès-sur-Mer où l'univers concentrationnaire se situait entre mer et barbelés. Plusieurs milliers d'espagnols sont morts sur les plages françaises, d'autres ont été renvoyés à Franco par convois SNCF entiers. Ils ont été pour la plupart fusillés dès leur arrivée ou emprisonnés et torturés.

Il est nécessaire de rappeler cet exil républicain espagnol de 1939 pour répondre à la question : les réfugiés, un fardeau ou une chance ? Pour nous, pas de doute ! Au-delà de notre obligation d'accueillir ces demandeurs d'asile, nous pensons que l'arrivée d'une population dynamique animée par le désir de travailler et de se faire une place dans notre société contribue à la richesse du pays à tous les points de vue.

Rappelons ces dizaines de milliers d'espagnols qui ont fait leur vie en France, qui ont participé aux combats de la résistance pour libérer le pays, qui ont aidé à reconstruire le pays après la seconde guerre mondiale, ces étrangers indésirables ont eu des enfants et petits-enfants qui aujourd'hui par centaines de milliers contribuent au développement et à l'essor économique, culturel et sportif de la France.

Aujourd'hui en 2015 le gouvernement hésite à laisser entrer ces réfugiés pour des raisons de bas calculs électoraux, parce que les français majoritairement refuseraient cet asile...

La solidarité des individus ne peut suffire, aussi nous appelons à la mise en place rapide d'une politique globale et des actions coordonnées des institutions françaises pour que l'accueil de ces réfugiés soit à la hauteur du pays des droits de l'homme et que leurs conditions de séjour en France soient facilitées en ce qui concerne le logement, la nourriture et la scolarisation des enfants.

Pour notre part nous soutiendrons toute initiative qui ira dans le sens d'un accueil digne et humain. Nous, descendants des républicains espagnols dont les parents ont lutté pour un monde de paix, de justice et de liberté, déclarons l'état d'urgence solidaire et humanitaire.